ASSEMBLÉE NATIONALE

6 novembre 2018

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1349)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL981

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 51 BIS

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à revenir sur le texte adopté par le Sénat qui donne une base légale à l'interdiction de l'usage d'internet et des téléphones portables en cellule et circonscrit également la correspondance des personnes détenues aux seules voies téléphonique et postale, y compris dans leurs relations avec le contrôleur général des lieux privatifs de liberté.

Ces dispositions relèvent du niveau réglementaire et non législatif.

L'interdiction des téléphones portables en cellule est d'ailleurs expressément prévue au niveau réglementaire. Et l'administration pénitentiaire est engagée dans un plan de déploiement des brouilleurs en détention.

L'isolement électronique tel qu'il est proposé par ce texte interdirait également le développement de la dématérialisation des démarches des citoyens, sans répondre en pratique au défi de l'introduction illicite de moyens de communication en détention.

Il faut concilier les missions de sécurité et de réinsertion ; c'est le sens donné au déploiement de solutions efficaces de brouillage et au développement du projet du Numérique en détention (NED) que conduit la direction de l'administration pénitentiaire.